



Ville de Saint-Maurice

Val-de-Marne

ARRETE FIXANT LES DATES ET LES MODALITES DE LA CONSULTATION DU PUBLIC

Arrêté n° 2019-065

définissant les modalités de la consultation du public relative au projet de Zone à faibles émissions (dite juridiquement zone à circulation restreinte) à Saint-Maurice

Le Maire de Saint-Maurice ;

Vu le code général des collectivités territoriales, en particulier son article L. 2213-4-1 ;

Vu l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret 2016-847 du 28 juin 2016 relatif aux zones à circulation restreinte ;

Vu la convention signée le 25 mars 2019 entre la Métropole du Grand Paris et le Maire de la commune de Saint-Maurice relative à l'accompagnement de la consultation dans le cadre de la mise en place de la zone à faibles émissions métropolitaine ;

Considérant qu'un projet de création d'une zone à circulation restreinte implique l'organisation d'une consultation du public ;

ARRÊTE

Article premier : Une consultation du public est organisée du lundi 1^{er} avril 2019 à 9h00 au lundi 6 mai 2019 à 17h00, soit pendant 36 jours consécutifs, préalablement à la création d'une zone à faibles émissions (dite juridiquement zone à circulation restreinte).

Article 2 : Il sera procédé à la mise à disposition du public d'un « dossier de consultation » constitué :

- d'une note de présentation du projet ;
- du projet d'arrêté instaurant une zone à circulation restreinte dans la commune ;
- de l'étude présentant l'objet des mesures de restriction et justifiant leur nécessité et exposant les bénéfices environnementaux et sanitaires attendus de leur mise en œuvre ;
- des avis reçus après l'étape de consultation des autorités organisatrices de la mobilité dans la zone et ses abords, les avis des communes limitrophes au projet, les avis des gestionnaires de voirie et les avis des chambres consulaires concernées seront également joints au dossier.

Article 3 : La mise à disposition du dossier de consultation a pour objet de recueillir les observations et propositions du public quant au projet d'instauration, au 1^{er} juillet 2019, d'une zone à circulation restreinte dans la commune. Le projet d'arrêté prévoit d'y interdire l'accès aux véhicules classés Crit'Air 5 et non classés Crit'Air du lundi au vendredi de 8h à 20h exceptés les jours fériés pour les voitures, les véhicules utilitaires légers, les deux roues, tricycles et quadricycles à moteur, et tous les jours de 8h à 20h pour les poids lourds, autobus et autocars.

Article 4 : Le dossier de consultation sera mis à disposition du public par voie électronique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante www.ville-saint-maurice.com et sur le site de consultation de la Métropole du Grand Paris <https://zfe-planclimat-metropolegrandparis.jenparle.net> . Le public pourra consigner sur ce dernier site ses observations et propositions.

Article 5 : Le dossier de consultation, sur support papier, ainsi qu'un registre sur lequel le public pourra consigner ses observations et propositions, seront également mis à la disposition à la mairie de Saint-Maurice 55, rue du Maréchal Leclerc 94410 Saint-Maurice, et accessibles aux heures et jours suivants : Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30, le vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 30.

Article 6 : Les observations et propositions pourront également être adressées par voie postale à l'adresse suivante : Mairie de Saint-Maurice, Direction générale, 55, rue du Maréchal Leclerc 94410 Saint-Maurice, jusqu'à la fin de la période de mise à disposition, le cachet de la Poste faisant foi.

Article 7 : Les modalités de consultation définies au présent arrêté seront publiées sur le site Internet de la commune.

Article 8 : À la date de la prise d'arrêté et pendant une durée minimale de trois mois, la commune rendra public, sur son site Internet, la synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision.

Article 9 : Voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de son affichage d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun, territorialement compétent, ou d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Maurice, étant précisé qu'il dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence gardé de deux mois vaut décision implicite de rejet et elle pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Fait à Saint-Maurice, le 25 mars 2019.


Igor SEMO
Maire de Saint-Maurice
Vice-Président de Paris Est Marne & Bois

ACTE CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Transmission en Préfecture

le 26.03.2019,

Publié ou notifié

le 26.03.2019

Pour le Maire par délégation

Le Directeur Général des Services

